

La stratégie de développement institutionnel de l'élite canadienne-française de Sudbury ou le triomphe de la continuité

par Gaétan Gervais

Pour les fins de la présente réflexion, postulons qu'il a existé à Sudbury une élite encadrant la communauté franco-sudburoise. À l'encontre d'une critique trop empressée à réduire toute autorité sociale à une exploitation des masses par ses chefs, posons aussi que cette "élite", en plus de défendre ses propres intérêts, reflétait en même temps la communauté d'où elle émergeait. Dans une société, les jeux de pouvoir, d'influence, d'autorité et de prestige sont trop complexes pour se résumer à une simple lutte entre une classe dominée et une classe dominante. Bien qu'il soit aujourd'hui devenu péjoratif, le mot "élite" désignera ici, sans jugement de valeur, un certain groupe de dirigeants, ceux qui ont le plus influencé l'ensemble de la communauté franco-ontarienne de Sudbury, ceux qui ont fondé et dirigé ses institutions, ceux qui ont agi comme ses porte-parole ¹.

Cette question des élites et du leadership franco-ontarien conduit directement au coeur d'un débat pérenne (et encore d'actualité avec le plan de développement global ² étudié présentement par l'ACFO) sur la qualité des choix que les élites font pour la société franco-ontarienne. Mais c'est poser du même coup la question du pouvoir aussi bien à l'intérieur de la société minoritaire que dans la société globale puisque le problème des élites touche intimement à l'organisation, à la structure et au fonctionnement de toute collectivité. Dans une société minoritaire, l'autorité de l'élite est continuellement minée aussi bien de l'intérieur que de l'extérieur. Elle est généralement contestée par le biais de la "non-représentativité". De l'intérieur, cette contestation relève d'une dynamique créatrice, mais de l'extérieur, cette question déguise un refus de reconnaître la société minoritaire en rejetant son existence collective et en lui niant le droit de s'exprimer par des porte-parole.

Une prémisse de ce texte, c'est que l'élite canadienne-française de Sudbury n'est ni pire ni meilleure qu'ailleurs: elle renvoie l'image d'une situation sociale et économique, elle

traduit un état de choses, elle représente les conditions qui prévalent à une époque donnée. Depuis un siècle, l'élite canadienne-française de Sudbury s'est appliquée à proposer des objectifs, à définir des plans, à inspirer des démarches, à fournir une interprétation des événements, à justifier des choix, enfin à orienter les actions et les opinions de la communauté franco-sudburoise. Elle a élaboré une stratégie de développement qui se manifeste principalement dans l'expansion du réseau institutionnel qu'elle commande. Les institutions nouvelles, qui viennent renforcer les anciennes, traduisent donc en gestes concrets le projet sociétal qui inspire l'élite. Toutefois, l'Ontario français fait partie de la formation sociale nord-américaine dans laquelle il évolue.

Pour faire la part des choses dans cette stratégie, il faut donc distinguer, sur le plan de la synchronie, entre ce qui est fait (les actions, les institutions) et ce qui est subi (les contraintes économiques et politiques). Sur le plan diachronique, la principale question porte sur la notion de discontinuité. Puisque les prochaines pages tenteront de démontrer que les continuités sont plus importantes que les discontinuités dans l'histoire de la société franco-sudburoise, il convient de s'arrêter un moment sur cette idée de rupture.

L'évolution des sociétés et de leurs élites ne se comprend que dans le long terme où les structures économiques et sociales se transforment; il se passe moins de choses significatives dans le court terme de la conjoncture. En histoire, la question des ruptures, des révolutions si l'on veut, est importante. Où trouver les grands tournants, les points de rupture? Pour répondre à cette question, il faudra toujours tenir compte de l'infrastructure économique qui détermine largement la manière dont les sociétés s'organisent. La vie en société comprend de nombreux secteurs d'activité (l'économie, l'organisation sociale, l'idéologie, la technologie, le savoir, les relations urbaines-rurales, etc.) qui évoluent chacun à une vitesse différente selon le secteur, selon les régions et selon les époques. Tout ne change pas à la même vitesse. Mais quand, à certains moments critiques, de nombreux changements surviennent, rapides et simultanés, les discontinuités l'emportent sur les continuités et on peut alors parler de révolutions, comme celles de France en 1789 ou de Russie en 1917. À ces moments critiques, le nombre de changements (la quantité) a provoqué une transformation qualitative. Autrement, c'est par analogie qu'on utilise le mot "révolution". C'est en tout cas par abus qu'on décrit chaque changement culturel comme une révolution. En vieillissant, chaque génération, éprouvant un

sentiment grandissant d'éloignement de la nouvelle génération, saute vite aux conclusions; elle exagère les différences qui la séparent des jeunes. Aussitôt, c'est la révolution-ci, la révolution-ça. Mais sommes-nous bons juges des événements que nous vivons de si près? Il est en tout cas difficile de voir où, dans l'histoire des élites de Sudbury, on pourrait situer une "révolution". Car à l'image de son gouvernement provincial, l'élite franco-sudburoise ne fait pas les grandes valse, elle n'avance jamais que dans une procession de petits pas.

Après cette question de rupture, c'est au problème des idéologies qu'il faut s'adresser. L'idéologie de l'élite franco-sudburoise n'a pas encore été étudiée³. À défaut de preuves contraires, on peut supposer que ce groupe social, toujours tributaire du Québec, a dû suivre les grands courants idéologiques qui ont balayé la province voisine. De nombreuses études ont vu le jour, depuis deux décennies, pour décrire et analyser les idéologies du Canada français⁴. Instruments de domination ou d'aliénation, les idéologies ont certainement joué un rôle significatif dans l'histoire de l'élite franco-sudburoise. C'est une évidence: elles font partie des processus de reproduction sociale. Mais une étude idéologique des élites franco-sudburoises, quand elle sera faite, démontrera vraisemblablement une grande continuité de contenu depuis un siècle. Sans nier l'importance des idéologies, c'est pourtant sur les actions et les institutions de cette élite que l'accent sera mis dans les prochaines pages.

Depuis un siècle, la société franco-sudburoise a donc évolué et sa composition même révèle les changements majeurs survenus dans l'économie (urbanisation, industrialisation, prolétarianisation) et dans la culture (influence croissante des États-Unis).

Dans les prochaines pages, l'attention portera d'abord sur l'identité de la communauté franco-sudburoise, ensuite sur les contraintes subies par l'élite et sur sa composition, puis sur les étapes de son développement, enfin sur un livre récent qui oppose, à tort selon nous, "élite traditionnelle" et "élite nouvelle".

L'IDENTITÉ, UN CADRE D'APPARTENANCES

L'identité de la communauté franco-sudburoise se fonde, au premier chef, sur la conscience de former un groupe distinct. Cette spécificité s'inscrit dans le temps (une histoire commune, rattachée à celle de l'Ontario et du Canada français) et dans l'espace (un espace géographique certes, mais aussi un espace

politique et un espace culturel). En effet, c'est par la somme de ses appartenances qu'une communauté et qu'une personne se définissent ⁵.

S'il est déjà abusif de parler d'une "culture franco-ontarienne", il est a fortiori exclu d'en inventer une pour les Ontariens du nord-est ou de la région de Sudbury. Ce serait méconnaître tous les sens du mot culture. Les Franco-Sudburois ne se distinguent aucunement, au point de vue culturel, du reste du Canada français, mais ils diffèrent de la majorité anglophone qui les entoure. Cette communauté franco-sudburoise compte au-delà de cinquante mille personnes selon le recensement de 1981. Elles ont le français pour langue principale de communication, mais est-ce leur seul point de ressemblance? Non. Leur identité procède de deux sources - une histoire et une culture communes - qui fondent une conscience.

Quand les Franco-Ontariens disent "nous", ils n'éprouvent aucune difficulté à se reconnaître. Ils appartiennent à un groupe historique, le Canada français. Aucune solution de continuité ne trouble le lien qui les relie aux premiers colons français venus au Canada au début du XVII^e siècle. Ainsi, ce "nous" traverse toute l'histoire du pays depuis quatre siècles. La présence du Canada français en Ontario a connu plusieurs avatars, du missionnaire à l'explorateur, du voyageur au bûcheron, de l'agriculteur au mineur, du curé au fonctionnaire.

Bien que les plus anciens établissements franco-ontariens remontent au XVIII^e siècle, ce n'est à vrai dire qu'au XIX^e siècle que surviennent les grandes vagues de peuplement canadien-français où les colons-bûcherons, attirés par les promesses du système agro-forestier et encouragés par leur clergé, s'établissent dans l'est de l'Ontario, plus tard dans le nord. Le cadre rural, la vie religieuse intense, les interminables luttes scolaires, les nombreux conflits linguistiques, voilà autant d'expériences qui ont forgé un sentiment collectif, celui de posséder une même histoire. Cette expérience historique constitue le premier fondement de la conscience franco-ontarienne.

Le deuxième fondement de cette conscience de former un groupe distinct, c'est la culture, l'assise la plus solide de l'identité franco-ontarienne. Il n'est pas opportun de s'arrêter sur les très nombreuses définitions du mot "culture". Pour les fins de cet article, définissons-la d'abord comme un ensemble de signes qui rendent la communication plus facile entre deux membres d'un même groupe culturel qu'entre un membre et un non membre. C'est dire que la culture n'est pas une collection de "choses" ou de "pensées", mais un réseau de "liens"

par lequel les membres communiquent entre eux. Ce réseau véhicule des valeurs, il transmet des idées, il exprime des sentiments, il communique l'affection, il évoque des expériences communes, il définit en somme les appartenances humaines les plus fondamentales de la personne.

La culture des Franco-Sudburois n'est donc que la manifestation régionale du Canada français. Des rapports soutenus et étroits avec le Québec confirment l'unité essentielle de l'aire culturelle du Canada français. À preuve, les riches collections du Centre franco-ontarien de folklore (CFOF), recueillies par le Père Germain Lemieux, attestent les sources culturelles communes des Québécois et des Franco-Ontariens; aujourd'hui, les jeunes écrivains de *Prise de Parole* s'identifient sans mal à la littérature québécoise. Ces deux exemples démontrent qu'aujourd'hui comme hier, la culture des Franco-Ontariens ne diffère pas de celle du Canada français. Cette appartenance culturelle soutient le sentiment des Ontariens de former un groupe distinct de la majorité anglo-ontarienne.

La langue a toujours joué, dans le processus d'identification, un rôle déterminant. Sa vitalité dépend de la santé culturelle de la communauté. En certains endroits, la langue se porte bien, ailleurs elle agonise. Pour les dirigeants, ou les élites si l'on veut, la langue revêt en Ontario français une grande valeur symbolique. Outil privilégié pour maintenir les liens entre les membres de la communauté, la langue est pourtant plus qu'un simple moyen d'expression. Elle est chargée de valeurs culturelles et sert à marquer l'identité du groupe qui la parle. Il aurait pu en être autrement, mais dans l'histoire du Canada français, la langue a été "gardienne de la foi" - et vice-versa. Sa valeur transcende donc le modeste palier de la linguistique. La langue et la religion sont devenues des jumeaux se portant réciproquement secours. Voilà qui explique le grand intérêt des élites dans la purification, dans l'enseignement, dans l'amour de la langue française.

Dès lors, les institutions et les activités diverses reliées à la projection de la langue bénéficient auprès des dirigeants d'appuis indéfectibles. Qu'il s'agisse d'un réseau scolaire de langue française (écoles séparées françaises, associations diverses d'éducateurs, écoles secondaires françaises, conseils scolaires homogènes, université franco-ontarienne), qu'il s'agisse du domaine religieux (paroisses homogènes, fondation de nouvelles paroisses, nomination d'évêques canadiens-français), qu'il s'agisse même d'activités économiques (Caisses populaires, coopératives), partout la question de la langue surgit. Elle sert de pièce d'identité.

La conscience de former une société distincte se fonde donc à la fois sur une histoire et sur une culture communes. Appartenir à l'Ontario ou au Canada français, c'est participer et être membre des institutions qu'une communauté s'organise concrètement. Elles deviennent alors les supports des valeurs à conserver. Que faut-il entendre par institution? D'abord, ce ne sont pas des "choses", ni des édifices, ni des lieux. Ce sont avant tout des pratiques, des rapports permanents qui relient les membres d'une communauté entre eux. Privée de ses institutions, une société se désintègre parce qu'elle ne se composerait plus alors que d'individus sans liens permanents entre eux. Cette désintégration nominaliste contredit la donnée première de toute vie en société, c'est-à-dire la permanence des liens sociaux. Les institutions sont des pratiques ou des relations de longue durée. Les innombrables liens institutionnels unissant les membres de la communauté entre eux expriment l'appartenance à cette société: la force et le nombre de ces liens constituent une bonne mesure de la cohésion et de la permanence de la communauté. À l'inverse, la désintégration culturelle passe par la dissolution ou l'absence de ces liens institutionnels.

Dans le cas des Franco-Sudburois, il est facile de faire la preuve des nombreux liens qui unissent entre eux les groupes, les familles, les personnes. Ce tissu serré de relations forme un lieu où les relations personnelles s'étendent dans le temps et dans l'espace. Ces relations fondent et rendent permanente la somme des appartenances qui définissent une société. Le noeud de ces appartenances des Franco-Sudburois explique pourquoi il existe un Canada français et comment les Franco-Sudburois en font partie.

Devant une telle perspective, les dirigeants d'une communauté qui se sent menacée découvrent vite la meilleure stratégie de développement: renforcer le réseau des institutions autonomes et l'étendre à tous les secteurs. Par conséquent, les succès ou les échecs mêmes des efforts d'expansion du réseau révèlent la place qu'une communauté occupe dans l'ordre des choses. De la sorte, l'absence d'une élite dans certains secteurs devient en soi un fait significatif. Car ce n'est pas par choix mais par nécessité que les dirigeants d'une société subissent le sous-développement institutionnel dans certains secteurs.

Les Franco-Sudburois appartiennent aussi à la société régionale et ethniquement très diversifiée de Sudbury. La présence de cette société anglo-ontarienne et multiculturelle complique la situation de l'élite canadienne-française. Il existe

dans cette région qui a reçu de fortes vagues d'immigrants des pressions très fortes pour s'intégrer, pour s'assimiler. Il est d'ailleurs inévitable que dans une zone de contacts culturels quotidiens, les processus d'acculturation soient forts.

Les liens se nouent entre les membres des diverses communautés culturelles: le monde du travail, l'exogamie, le voisinage, diverses associations, la vie économique et politique sont autant d'occasions de multiplier les contacts. La société minoritaire se retrouve alors devant le dilemme évoqué plus tôt: ou partager les institutions de la majorité (situation peu favorable à la langue et aux valeurs qu'elle transporte), ou créer des institutions autonomes.

Comme ailleurs en province, l'élite canadienne-française de Sudbury a généralement favorisé l'autonomie des institutions, ne cherchant des accommodements que dans les situations où l'indépendance n'était pas possible. Les fruits de cette politique ou stratégie prennent la forme de milliers d'associations diverses qui organisent presque tous les secteurs de la vie à travers l'Ontario français. La profondeur et l'étendue de ce réseau atteste l'enracinement de la communauté franco-ontarienne dans son milieu puisque les institutions sont les maillons du réseau et les garants de la continuité. Les premiers colons de l'Ontario français ont apporté un bagage culturel contenant des modèles de comportement, des institutions familiales et religieuses, des manières d'être et de vivre. Ils ont reproduit en sol ontarien la société d'où ils venaient, avec ses institutions.

En bref, les Franco-Sudburois forment une partie de l'Ontario français. Ils ont conscience de former un groupe distinct, sentiment qui procède d'une histoire et d'une culture communes. Cette communauté se manifeste le plus nettement dans ses institutions familiales, sociales, publiques. En fait, le programme de développement institutionnel révèle la stratégie des élites en même temps que leurs possibilités d'agir.

LES TERRES INTERDITES

Les dirigeants canadiens-français de Sudbury ont étendu le réseau institutionnel partout où ils ont pu le faire. Leur pouvoir a pu rejoindre les domaines religieux, scolaires, sociaux. Mais leur autorité pénètre peu dans les domaines de la politique, et surtout de l'économie. Il faut bien dire que l'élite canadienne-française règne sur la communauté franco-sudburoise, mais que son influence dans l'ensemble de la région est moins cer-

taine. Loin d'être dominante, l'élite franco-sudburoise est subordonnée. Elle subit principalement deux types de servitudes qui limitent ses possibilités d'action: économiques et politiques.

Une première contrainte découle de la dépendance de la région de Sudbury vis-à-vis l'économie nord-américaine. Depuis un siècle, le grand capitalisme américain impose ses rythmes de croissances et ses besoins à la planète. Les régions périphériques, sur le continent ou dans le tiers-monde, se développent à l'ombre des grands centres industriels, consommateurs voraces de matières premières. La région de Sudbury, par ses forêts mais surtout par ses mines, vit accrochée aux besoins créés par les industries des États-Unis. Pas plus que les Anglo-Ontariens, moins encore, les Franco-Ontariens ne possèdent de véritable emprise sur les grandes institutions multinationales qui gouvernent le destin économique de la région. Les marchands et les commerçants régionaux, même les agriculteurs produisant pour le marché local, dépendent ultimement de l'activité économique nord-américaine qui ouvre et ferme les mines selon ses besoins.

Cette situation conditionne la possibilité d'intervention dans le domaine économique. L'élite franco-sudburoise est doublement défavorisée: d'abord par la dépendance de la région vis-à-vis les multinationales auxquelles elle ne fournit même pas des cadres intermédiaires, ensuite parce qu'elle vit dans une région marginale par rapport aux centres industriels du sud de l'Ontario. Les Franco-Ontariens, dans l'est et dans le nord, se retrouvent rarement ailleurs que dans des institutions économiques d'envergure régionale. Ils ont longtemps vécu en grand nombre dans des milieux ruraux alors que peu de régions du nord sont propices à l'agriculture. Bref, les assises économiques de la société franco-ontarienne sont fragiles ou inexistantes. On trouvera, en faisant le tour, de nombreux marchands, de nombreux entrepreneurs, des petites gens d'affaires, mais pas de grands capitalistes.

Dans l'Ontario français, l'expérience typique est plutôt celle d'une main-d'oeuvre semi-spécialisée issue des milieux ruraux après la Deuxième Guerre mondiale. La colonisation aura été une phase d'enclavement caractérisée par l'implantation de villages franco-ontariens homogènes en milieux ruraux. Mais depuis les années quarante, les régions rurales se dépeuplent ou cessent en tout cas de pratiquer l'agriculture. Cette urbanisation fait des Franco-Ontariens une main-d'oeuvre dans l'industrie du bois, des mines ou dans les commerces des villes. Ce désenclavement des milieux ruraux homogènes a

augmenté les effectifs franco-ontariens se trouvant déjà dans les villes. Ce phénomène de colonisation suivie d'un processus de dé-ruralisation a été bien démontré pour le village de Moonbeam⁶.

Un deuxième ordre de contraintes dépend de l'environnement politique de la province. La bienveillance paternaliste du gouvernement ontarien actuel ne doit pas faire oublier l'intolérance d'hier. Société minoritaire, sans aucune garantie constitutionnelle, l'Ontario français a longtemps subi l'hostilité ouverte de la société majoritaire. Ainsi, la tolérance actuelle est un phénomène très récent en Ontario. Durant le siècle qui a précédé, le français ne jouissait dans cette province d'aucune reconnaissance en dehors des écoles primaires. La marginalisation du monde franco-ontarien l'aura, dans un certain sens, protégé en maintenant l'homogénéité des milieux ruraux, loins des centres de décision de Toronto. L'épisode du Règlement XVII (1912-1927) est trop connu pour qu'on s'y attarde. Mais il aura fallu attendre 1969 pour que le gouvernement ontarien crée les premières écoles secondaires publiques de langue française. Écho d'un passé d'intolérance, le gouvernement ontarien persiste encore aujourd'hui à refuser au français un statut officiel en Ontario. Durant le dernier siècle, les élites franco-ontariennes ont donc dû évoluer dans un environnement politique hostile.

Dans la région de Sudbury, la "majorité anglophone" n'est pas un bloc monolithique. La population de la région, grosso modo, se compose d'un tiers de Britanniques, d'un tiers de divers groupes ethniques et d'un tiers de Canadiens français. Cette proportion n'a guère varié depuis un siècle. Mais alors que les diverses communautés ethniques s'intègrent rapidement, volens nolens, à la majorité anglophone, les Franco-Ontariens résistent farouchement à cette tendance. Devant un climat politique peu sympathique, devant de fortes pressions favorisant l'assimilation, l'élite a développé une stratégie visant à créer des milieux linguistiquement homogènes.

Absence de pouvoir économique, absence de pouvoir politique: deux faits sociaux de première importance. On retrouverait sans doute la même caractéristique dans beaucoup de communautés franco-ontariennes. Ces deux contraintes influencent la configuration de l'élite, c'est-à-dire du groupe des dirigeants franco-sudburois. Car l'économie et les institutions politiques font aussi partie des appartenances de l'Ontario français. Mais l'élite franco-sudburoise est subordonnée dans ces secteurs à des élites de langue anglaise, plus riches et plus influentes qu'elle. L'absence d'une importante bourgeoisie

d'affaires est un aspect important de la composition de cette élite locale. Récemment émergée du terroir, cette élite canadienne-française souffre-t-elle d'une vision du monde encore empreinte de valeurs rurales? À une époque où l'Amérique du Nord s'industrialise rapidement, où le pouvoir est en train de passer massivement à la bourgeoisie, la faiblesse économique de l'Ontario français est une situation inquiétante. Mais ce problème n'est pas différent de la question de "l'infériorité économique" du Canada français, ce grand défi qui a inquiété des générations de penseurs.

Le drame de l'élite n'est pas que les curés et les enseignants se comportent comme des curés et des enseignants: cela est tout à fait naturel. Le fait significatif, c'est l'absence d'une bourgeoisie d'affaires capable d'assumer le leadership économique dans la communauté franco-sudburoise. Ce blocage a ralenti l'enrichissement de la communauté et son essor économique. Dans leurs études sur les classes sociales au Canada, John Porter et Wallace Clement ⁷ ont déjà démontré à quel point les Canadiens français sont sous-représentés dans les élites économiques supérieures du pays. En ce point encore, les Franco-Sudburois font partie du Canada français. Il a donc manqué de diversification à cette élite franco-sudburoise. De toute évidence, une population de cinquante mille personnes ne peut pas générer une élite nombreuse, mais l'élite formée ici semble contenir une sur-représentation d'enseignants (aujourd'hui) ou du clergé (autrefois).

La société franco-ontarienne de Sudbury appartient donc à une aire politique (l'Ontario) qui lui a longtemps été hostile, à une aire économique (le grand capitalisme nord-américain) où elle n'occupe finalement qu'une place très inférieure, à une aire culturelle (le Canada français) qui définit les appartenances socialement les plus fortes. Dans la pratique, l'élite canadienne-française de Sudbury accepte les accommodements nécessaires à cause des contradictions qui surgissent entre ces diverses appartenances. Mais elle ne perd pas de vue la stratégie de base.

UNE ÉVOLUTION EN TROIS TEMPS

Un siècle, c'est peu dans l'histoire des sociétés. Et à tout prendre, l'évolution séculaire de la société et de l'élite franco-sudburoises ne permet pas de suivre autre chose qu'une démarche sans grandes ruptures, une continuelle adaptation. Le cadre de référence fondamental, pour cette évolution, c'est

évidemment le monde occidental dont la "grande transformation", la révolution, s'étale sur plusieurs siècles après la Renaissance. Cette mutation se produit d'abord en Europe occidentale, puis atteint son paroxysme aux États-Unis. Dans ce vaste processus de modernisation, le capitalisme a progressivement mais définitivement remplacé le régime seigneurial. Cette révolution économique a porté au pouvoir la bourgeoisie, commerciale puis industrielle avant de devenir financière, qui occupe désormais le sommet des hiérarchies sociales. Parallèlement, les régimes politiques, secoués par des révolutions libérales, nationales ou sociales, se transformaient aussi; les courants idéologiques du républicanisme, du libéralisme, du nationalisme, de la démocratie modifiaient partout les institutions politiques. La science et la technologie ont aussi profondément changé le monde occidental, dans ses idées et dans ses modes de vie. Ainsi, l'avènement du capitalisme industriel, des régimes libéraux et démocratiques, des États-Nations, de la pré-éminence sociale de la bourgeoisie, de l'effacement de la noblesse et du clergé, du rôle accru de la science et de la technologie, de l'urbanisation et de la création d'un prolétariat, sont tous des manifestations de la grande révolution occidentale. C'est dans ce cadre que la société franco-sudburoise évolue.

On peut dès le départ trouver des différences entre l'élite canadienne-française de Sudbury à la fin du XIXe siècle et celle de 1983. Une première distinction, c'est la place du clergé dans la société et dans l'élite. Elle a nettement diminué durant le dernier siècle. Autrefois, le curé de Sainte-Anne faisait la pluie et le beau temps dans la petite communauté qui gravitait autour de la paroisse: il dirigeait effectivement les affaires scolaires, s'intéressait à toutes les questions culturelles et sociales, s'occupait de l'hôpital, organisait la vie de ses paroissiens. La laïcisation de l'élite franco-sudburoise est une première caractéristique de l'évolution qu'elle a connue. À la fin du XIXe siècle, il existait à peine quelques milliers de Canadiens français dans toute la région. Aujourd'hui, la population franco-ontarienne est beaucoup plus nombreuse, elle est active dans plus de secteurs et par conséquent son élite, c'est-à-dire les divers dirigeants qui l'encadrent, s'est aussi diversifiée. Ainsi, l'augmentation des effectifs a eu pour corollaire la diversification des champs d'action de l'élite. Troisièmement, les élites franco-sudburoises se recrutent de plus en plus sur place. Dans un pays de colonisation, dans une ville frontalière comme Sudbury, l'immigration jouait autrefois un rôle essentiel: elle apportait la main-d'oeuvre, mais aussi les professionnels et les mem-

bres de l'élite. Avec le temps, l'apport des effectifs externes a diminué bien que l'immigration d'une partie de l'élite n'ait jamais cessé complètement.

Historiquement, deux institutions ont mobilisé les énergies de l'élite: l'école et l'église. Ce n'est ni approuver ni condamner ce fait que d'en prendre note. Peu à peu, les Franco-Ontariens ont d'ailleurs pris le contrôle de ces institutions. Ce processus n'est toutefois pas encore terminé comme en témoignent les luttes actuelles pour les conseils scolaires homogènes, bientôt pour une université franco-ontarienne. C'est du reste au sein de ces institutions de plus en plus autonomes que se recrutaient les membres de l'élite.

Pour la clarté de l'exposition, et sans attacher trop de rigueur à ce découpage, on pourrait distinguer trois étapes dans l'histoire de l'élite franco-sudburoise. Une telle périodisation n'a rien d'absolu et ne vise qu'à mieux mettre en valeur certains traits de l'évolution. Dans une première période, entre 1883 et 1930, les Jésuites dominent nettement cette élite par leur prépondérance dans le monde religieux et dans le monde de l'enseignement. Une deuxième période, entre 1930 et 1965, se caractérise d'une part par l'avènement d'un clergé séculier, mais aussi par la formation d'une élite laïque rassemblée dans l'Ordre de Jacques-Cartier. Enfin, au cours des deux dernières décennies, l'élite s'est diversifiée et a perdu beaucoup de son homogénéité, tout en faisant une place privilégiée au monde de la culture ⁸.

La première phase s'étend sur le premier demi-siècle de l'histoire de la région ⁹. La vie communautaire des Franco-Sudburois, à cette époque, s'articule principalement sur la paroisse Sainte-Anne qui occupe une place éminente dans le développement et la cohésion de la société canadienne-française de la région de Sudbury ¹⁰. Durant cette période, les pratiques et les cérémonies religieuses sont très nombreuses et ponctuent les périodes de l'année et de la vie. Pays de mission, le Nouvel-Ontario est alors parcouru par de nombreux missionnaires jésuites ou oblats (chacun dans sa région respective, bien entendu!). Sudbury devient le centre d'activités pour les Jésuites. Bien que Sainte-Anne ait été une paroisse bilingue jusqu'en 1917, elle est dans les faits surtout française par le clergé jésuite qui la dirige. Les membres de cet ordre, en plus de participer à diverses activités sociales et culturelles du milieu, s'impliquent parfois activement dans les débats pour la conservation du français en Ontario. De nombreuses paroisses du diocèse de Sault-Sainte-Marie, détaché de Peterborough en 1904, sont des fondations jésuites. Cette communauté main-

tient donc avec les paroisses de la région un important réseau de communication.

Les missions, puis les paroisses, deviennent vite le lieu privilégié de regroupement des Franco-Ontariens. C'est un fait d'histoire que la paroisse a été une institution-carrefour pour les Franco-Ontariens. La force de cette institution est grande partout, mais surtout dans les milieux ruraux où elle est envahissante. À cette époque, le clergé du Canada français est très actif dans la promotion des mouvements de colonisation. L'implantation de colons sur des terres nouvelles se veut une réponse aux fléaux de l'émigration vers les villes ou vers les États-Unis. Les curés de Sainte-Anne entreprennent eux-mêmes des démarches pour favoriser la venue de colons dans la région, principalement dans la Vallée.

Le système scolaire se développe aussi en étroite relation avec la paroisse. La première école de la ville ouvre en 1884 dans des locaux du presbytère de Sainte-Anne. À la suite de difficultés avec les inspecteurs du gouvernement, les élèves catholiques se retirent en 1887. L'année suivante, le gouvernement reconnaît la nouvelle commission des écoles séparées de Sudbury. Le curé de Sainte-Anne en fait son affaire. De même, en 1895, le curé entreprend des démarches auprès des Soeurs Grises d'Ottawa pour les convaincre de prendre la direction d'un hôpital qu'il va acheter. Les premières religieuses arrivent l'année suivante pour trouver un hôpital en faillite. Elles construiront elles-mêmes, en 1898, l'Hôpital Saint-Joseph, qui restera pendant un demi-siècle le principal centre hospitalier de la région. La même année, les religieuses prennent aussi la direction des écoles séparées de Sudbury¹¹.

Dans le domaine de l'enseignement, la fondation du Collège du Sacré-Coeur en 1913 marque aussi une étape importante¹². Bien que l'évêque du diocèse ait imposé une charte bilingue à l'institution, elle devient vite totalement française. Ce collège classique, dirigé par les Jésuites, exercera une influence profonde et durable sur les Franco-Ontariens du nord-est, devenant très tôt un foyer de la culture française, un symbole de l'éducation en français à l'heure même où le Règlement XVII cherche à la supprimer. Ses programmes conduisant jusqu'au baccalauréat, il représente aussi le début de l'enseignement universitaire dans le nord de la province.

Malgré l'importance du clergé, on trouve toutefois une élite laïque qui seconde les efforts de celui-ci. Ainsi, quatre maires de l'époque sont canadiens-français. Jean-Etienne Fournier, ancien préfet du canton de McKim, fonctionnaire et homme d'affaires, devient en 1893 le premier maire de la nouvelle ville

de Sudbury. Au début du XXe siècle, l'avocat F.F. Lemieux sera élu maire et durant les années 1920, J.-A. Laberge et J.-A. Samson le seront aussi. On trouve également des hommes d'affaires en vue: J.-B. Laberge, Félix Ricard, Edmond A. Lapiere, Louis Laforest. On découvre même, pour bonne mesure, un aristocrate français venu chercher fortune à Sudbury: Frédéric Romanet du Caillaud¹³. Mais cette élite laïque se rallie à la paroisse Sainte-Anne. Elle est active dans le petit commerce, dans la fonction publique et elle comprend quelques professionnels et hommes politiques.

Une deuxième période, entre 1930 et 1965 environ, se caractérise sûrement par le rôle croissant que jouent les laïcs, surtout ceux du monde de l'enseignement. C'est durant cette période que prend forme la "société de maîtres d'écoles" si typique de l'Ontario français. C'est aussi l'époque où beaucoup de Canadiens français quittent les régions rurales du Nipissing ou de la Vallée pour aller habiter dans la ville de Sudbury. Cette déruralisation est un événement majeur de l'histoire de l'Ontario français. En 1927, le Règlement XVII est retiré par le gouvernement provincial. Les décennies suivantes fourniront aux Franco-Ontariens l'occasion de s'organiser dans une sorte de "francophonie clandestine", principalement dans le cadre de l'Association canadienne-française d'éducation d'Ontario (ACFÉO) et de ses associations-membres.

Le maître d'oeuvre de cet effort d'organisation est l'Ordre de Jacques-Cartier, aussi appelé "les pieds-noirs" ou "la patente". Fondée à Ottawa en 1926, cette société secrète vise à protéger les intérêts des Canadiens français dans la fonction publique contre les agissements des sociétés secrètes franc-maçoniques et orangistes. Pendant les décennies suivant sa fondation, l'influence de l'Ordre ira en grandissant. L'histoire de cette société secrète en Ontario n'a pas été écrite, mais il est d'ores et déjà acquis qu'elle occupe une place de premier plan dans l'affirmation de l'Ontario français.

Le clergé continue d'occuper durant cette deuxième période une place éminente, mais il la partage davantage avec une élite laïque de professionnels (avocats, médecins), de commerçants et d'enseignants. Une idéologie commune informe les politiques et les actions des nombreuses institutions ou associations dirigées par cette élite: être Canadien français, c'est être catholique. Héritière des traditions nationalistes ultramontaines, la classe des dirigeants canadiens-français de Sudbury voit encore la langue comme la gardienne de la foi. Cette vision imprègne tout le monde de l'enseignement.

Dans la sphère politique, les succès de l'élite canadienne-

française sont encourageants. Sur le plan municipal, les Franco-Ontariens n'ont pas généralement été très influents (deux maires d'origine française: W.J. Laforest dans les années 1930, Léo Landreville dans les années 1950). Mais sur la scène fédérale, Sudbury fera partie de la circonscription de Nipissing où vivent beaucoup de Canadiens français. Le député J.-Raoul Hurtubise, un médecin de Sudbury, remplace en 1930 Edmond-Antoine Lapierre, autre député libéral qui siège depuis 1917. En 1945, Hurtubise est nommé sénateur et J.-Léoda Gauthier lui succède, dans Nipissing, puis dans la nouvelle circonscription de Sudbury en 1949. Dans la circonscription provinciale de Nickel Belt, Rhéal Belisle a été élu en 1955 et 1959, avant d'être nommé sénateur en 1963, quand un autre conservateur, Gaston Demers, le remplace. En 1962, la circonscription fédérale de Nickel Belt élit le député libéral Osias Godin. La présence des Canadiens français sur la scène provinciale et fédérale semble forte, mais leur influence sur les affaires municipales semble plus faible.

L'élite franco-sudburoise s'intéressera aussi au monde religieux. Dans les diocèses anglais de l'Ontario, les évêques irlandais ont longtemps favorisé des politiques d'anglicisation, fidèles en cette matière aux politiques prédominantes de la province. Mais les chefs spirituels du catholicisme ontarien se sont cependant heurtés à la farouche résistance du clergé de langue française¹⁴. Dans le diocèse de Sault-Sainte-Marie, la fondation de nouvelles paroisses françaises a donné lieu à des conflits entre les curés de Sainte-Anne et l'évêque, surtout dans la décennie suivant la Deuxième Guerre mondiale. Le quartier du Moulin-à-Fleur s'était développé après 1910, attirant de plus en plus d'habitants. En 1930, la paroisse Saint-Jean-de-Brébeuf est donc détachée de Sainte-Anne. Cette deuxième paroisse française de la ville est appelée à devenir la plus grande de la région¹⁵. En 1938, l'évêque fonde une paroisse bilingue dans le quartier de Minnow-Lake, mais elle devient française une dizaine d'années après. En 1949, c'est l'inauguration de la nouvelle paroisse de Saint-Eugène pour desservir l'ouest de la ville. Enfin, deux nouvelles paroisses naissent dans le Nouveau-Sudbury, d'abord l'Annonciation en 1953 puis Saint-Dominique en 1956¹⁶.

Malgré le vieillissement de ses paroissiens, Sainte-Anne, toujours dirigée par les Jésuites alors que les autres paroisses sont confiées au clergé séculier (sauf La Toussaint, confiée plus tard aux Montfortains), continue de tenir une grande place dans la vie culturelle et sociale de la ville. La Salle Sainte-Anne reste un foyer d'activités diverses, un centre de loisirs. Cette voca-

tion se confirme en 1950 lorsque Albert Regimbal lance un nouveau Centre des Jeunes. Très préoccupé par la formation de la jeunesse et inspiré par les mouvements de l'Action catholique, le Centre vise délibérément à former la jeunesse, à en faire des chefs de file. Cette direction en conduira plusieurs, rattachés au Centre ou à la nouvelle Université de Sudbury fondée en 1957, à s'impliquer activement dans les affaires syndicales et dans le conflit qui opposera, entre 1958 et 1962, les Métallos et le Mine-Mill. Quant au Collège du Sacré-Coeur, il s'applique à former une élite dans le Nord-Ontario. Lieu de rassemblement d'une bonne partie du clergé diocésain, lequel supporte souvent généreusement cette entreprise d'éducation, le Collège réunit une partie de l'élite dans diverses activités. La Société historique du Nouvel-Ontario y voit le jour en 1942. En examinant la composition de ses conseils de direction, on découvre comme une image de l'élite canadienne-française: des monseigneurs (Côté, Racette), des membres du clergé régulier et séculier, des juges ou avocats, des professionnels, des hommes politiques, quelques hommes d'affaires, enfin des enseignants et des administrateurs scolaires. Mais les femmes n'entrent pas encore dans ce sanctuaire. En 1942, des jeunes collégiens, inspirés par le Jésuite Hertel, fondent sous la direction de Camille Lemieux un journal indépendant, *L'Ami du Peuple* 17. Pour l'éducation des jeunes filles, les Soeurs Grises ouvrent en 1948 le Collège Notre-Dame. Après la fermeture du Collège Sacré-Coeur en 1967, le Collège Notre-Dame accueillera également des garçons.

L'élite franco-sudburoise réussit à mettre sur pied quelques projets économiques durant cette deuxième période. Ce sont d'abord les Caisses Populaires qui naissent dans presque toutes les paroisses durant les années 1940 et 1950. Elles ne surgissent pas par hasard, mais résultent d'un projet lancé par l'Ordre. Malgré des débuts modestes, chacune s'implante dans les milieux franco-ontariens. En plus, la Coopérative funéraire de Sudbury commence à fonctionner en 1952: c'est la plus grande entreprise du genre au pays. Dans la région, on trouve également plusieurs entreprises canadiennes-françaises, dans le petit commerce ou parmi les petits entrepreneurs.

C'est pourtant dans le monde de l'éducation que l'élite réussit le mieux à s'organiser et à encadrer la vie franco-ontarienne. L'Ordre n'est certainement pas étranger à ces efforts concertés. Des cercles pédagogiques se forment, des associations d'éducateurs se constituent. Mais le gouvernement de l'Ontario limite ses contributions au niveau des écoles primaires. Tout enseignement français au-delà du primaire se

dispense en privé.

Durant la troisième période, c'est-à-dire depuis 1965, c'est la diversification qui devient la caractéristique dominante. Le clergé continue de décliner en influence. L'école et l'église vont conserver une grande place dans la vie des Franco-Ontariens, mais de nombreuses activités culturelles vont se développer en dehors des cadres cléricaux. En somme, ces deux institutions traditionnelles n'auront plus l'exclusivité de l'encadrement de la vie franco-ontarienne.

Le regain de force de la minorité durant les années 1960 et 1970 s'explique en partie par la conjoncture politique du Canada. La "révolution tranquille" du Québec a déclenché des mécanismes dont les minorités de tout le pays vont profiter. Ainsi, après 1969, les politiques fédérales de bilinguisme et les programmes d'aide aux minorités vont grandement favoriser les Franco-Ontariens. L'ACFO a pu mettre sur pied un service d'animation à travers tout l'Ontario grâce aux fonds du Secrétariat d'État. Poussé par les grands vents du nationalisme québécois, le gouvernement ontarien a établi les premières écoles secondaires françaises en 1969. Depuis cette conversion, le gouvernement n'a cessé d'augmenter ses services en français, bien que la politique provinciale des petits pas exaspère tous les Franco-Ontariens. Enfin, le Conseil des arts de l'Ontario, doté d'un Bureau franco-ontarien, a favorisé grandement l'explosion culturelle des années 1970 dans la région de Sudbury. En fait, le dynamisme culturel semble avoir, le plus, caractérisé les quinze dernières années.

Le domaine de l'éducation continue pourtant de préoccuper les élites. L'avènement des écoles secondaires françaises représente un progrès majeur. Dans le domaine post-secondaire, les piétinements continueront encore. Les Jésuites avaient ouvert en 1957 l'Université de Sudbury, bilingue et confessionnelle. En 1960, elle entre dans une fédération avec des collèges appartenant à d'autres confessions, pour former l'Université Laurentienne, bilingue et non-confessionnelle. Dans les deux décennies suivantes, la place des Canadiens français dans la nouvelle université ne cessera de s'amenuiser relativement au groupe anglophone. Quant au Collège communautaire Cambrian, il s'est lancé à la fin des années 1970 dans un développement rapide de ses programmes en français. Les services en français dans le secteur post-secondaire restent donc parcellaires. Néanmoins, toutes les institutions d'enseignement, secondaires et post-secondaires, agissent comme des foyers d'activités culturelles, prenant ainsi le relais du Collège du Sacré-Coeur.

Les dernières années ont aussi connu un développement des mass média. Il existe un poste de radio français depuis la fin des années 1950 (CFBR). Peu après, Radio-Canada érige un poste ré-émetteur pour les signaux de télévision. La société d'état établira finalement un poste de radio, CBON, en 1978, diffusant dans tout le nord-est ontarien. Quant à la télévision, elle provient toujours de Toronto, bien que des journalistes couvrent maintenant en français les nouvelles du nord. Après la déconfiture de *L'Ami du Peuple*, au début des années 1960, le journal diocésain *L'Information* diffusa un hebdomadaire. Mais en 1968, le journal *Le Voyageur* est lancé. Il publie toujours sous la direction du Jésuite Hector Bertrand.

Il n'y a pas de percée dans le secteur économique. À la fin des années 1970, l'ACFO de Sudbury et l'ACFO provinciale ont toutes deux fait du développement économique une priorité. Les institutions appartenant au mouvement coopératif ont continué de croître, mais l'élite franco-sudburoise est encore dépourvue d'une véritable composante économique: elle compte tout au plus un certain nombre d'hommes d'affaires, de comptables, de petits commerçants ou entrepreneurs.

Durant la troisième période, le fait le plus remarqué aura été la multiplication des organismes culturels. Au Centre des Jeunes qui existait depuis 1950 sont venus s'ajouter le Théâtre du Nouvel-Ontario (TNO), la Slague (devenue un organisme de spectacle après avoir été une boîte à chanson durant les années 1960), la Galerie du Nouvel-Ontario (rattachée au Centre des Jeunes), la Nuit sur l'étang (une activité artistique d'envergure provinciale organisée par les étudiants de la Laurentienne), Prise de Parole (une maison d'édition franco-ontarienne vouée à la littérature ontarioise), CANO-Musique (un groupe qui a fait beaucoup de bruit), la Ruche des artistes (pour la promotion des jeunes artistes de la région): voilà une liste assez impressionnante d'activités artistiques écloses durant la dernière décennie. Un certain mythe s'est créé autour de ce dynamisme culturel, mais cette production représente une affirmation culturelle très nette.

Ce qu'il importe de retenir aussi de cette "explosion culturelle", c'est qu'elle s'inscrit dans la suite des activités qui se déroulaient autrefois dans la Salle Sainte-Anne, au Collège du Sacré-Coeur, au Centre des Jeunes, quand ce n'était pas dans les salles paroissiales de la région. Qu'il s'agisse de théâtre, d'édition, de musique, de création artistique, toutes ces activités font partie d'une tradition. Renouvelée oui, révolutionnaire non. Voyez d'ailleurs les supports de ces activités: les enseignants, les fonctionnaires, les professionnels, les étu-

dians, leurs parents. Ainsi, l'intensité de l'activité artistique ne doit pas faire oublier qu'elle marche dans les sentiers battus de la tradition.

Ainsi, on parlerait à tort d'une rupture devant des transformations lentes et progressives. Ce qui nous amène à parler d'un livre paru récemment.

A PROPOS D'UN LIVRE

En 1982, la journaliste Sheila McLeod-Arnopoulos a publié à Montréal un livre sur les Franco-Ontariens du nord-est, principalement sur la région de Sudbury (*Hors du Québec point de salut?*, Montréal, Libre Expression, 1982, 287p.). Après un séjour de plusieurs semaines dans le Nouvel-Ontario, l'auteur a rédigé cette étude sympathique envers les Franco-Ontariens. Elle a d'abord été frappée par la "révolution tranquille" que représente l'explosion artistique des années 1970, ce qu'elle oppose au "fardeau du passé" (entendez surtout le Règlement XVII est ses séquelles). Dans une troisième partie, l'auteur cherche à repérer les héros de la nouvelle élite canadienne, composée selon elle de bilingues. Cette liste de "héros" a de quoi surprendre: un chef syndical membre du Mine-Mill (et donc opposé au clergé à la suite des événements de 1958-1962), les "héros de la forêt" (entendez les entrepreneurs forestiers), les "magnats de Sudbury" (Paul Desmarais et Robert Campeau, qui ne vivent plus à Sudbury depuis longtemps), enfin une nouvelle élite économique.

L'étonnement va s'accroître encore: à ces héros, l'auteur associe en plus tous les artistes de "l'explosion" des années 1970. Qu'est-ce qui peut bien unir tout ce monde? Voilà: le fait d'appartenir à une nouvelle culture! Cette nouvelle culture est portée par les "hybrides", qui sont à l'aise dans deux cultures et donc capables de communiquer, au Canada, avec deux univers culturels différents. Comme exemples de ces nouveaux "bilingues", ces "mutants", ces "hybrides" (que ces mots sont révélateurs!), l'auteur cite un artiste comme Robert Marinier, un homme d'affaires comme Paul Desmarais.

L'auteur a vu juste à deux points de vue: d'une part le caractère nouveau et dynamique de l'effort culturel, et d'autre part le grand intérêt pour le secteur économique. Mais elle a le double tort de confondre les deux groupes (hommes d'affaires et artistes) et de les mettre en opposition aux "élites traditionnelles". D'où viennent les efforts artistiques et qui les a soutenus? Qui a encouragé et soutenu le nouvel intérêt pour

l'économie? Les élites traditionnelles. Contrairement à ce que pense l'auteur, ces nouvelles préoccupations économiques et ce nouveau dynamisme culturel sont nés dans l'ACFO, ce repaire d'enseignants, et à l'Université Laurentienne, antre d'intellectuels traditionnels.

La forte impression laissée sur l'auteur par les activités du TNO, de la Nuit sur l'étang, de Prise de Parole, de la Slague, de Cano-Musique s'explique. Cet élément de la vie franco-sudburoise a reçu beaucoup de publicité. Si les centaines de lecteurs de *Prise de Parole* et les quelques milliers de spectateurs du TNO ou de la Slague ont pu survivre, c'est grâce aux appuis qu'ils retrouvent dans les écoles, dans les églises et dans les institutions traditionnelles. Quand on sait le rôle que les institutions d'enseignement (les écoles secondaires, l'Université, Cambrian) ont joué dans la promotion et le développement de la plupart de ces activités, il est difficile de comprendre comment les élites traditionnelles, dans leurs bastions de l'enseignement, peuvent se trouver en opposition aux "jeunes novateurs". C'est bien le contraire qui s'est produit: les institutions ont toujours eu une grande sollicitude pour les jeunes créateurs.

L'erreur provient d'une confusion: ces jeunes novateurs ne sont pas plus des "mutants" ou des "bilingues" que leurs ancêtres. Pour sortir de cette confusion, distinguons clairement entre le bilinguisme (le fait de parler deux langues) et le biculturalisme (la chimère de posséder deux cultures). Il est faux d'affirmer que les élites traditionnelles se sont opposés au bilinguisme. Au contraire, elles ont toujours favorisé la connaissance des deux langues, se faisant souvent gloire de les bien parler toutes deux. Mais elles ont cherché à protéger le français, la seule des deux langues qui était menacée. Quant à la possession de deux cultures, c'est un fantasme. L'auteur écrit: "Par la force des choses, les Franco-Ontariens sont des hybrides, surtout s'ils tiennent à préserver leur culture française tout en participant à la vie de la majorité" (p. 32). À l'ère de l'expansion culturelle américaine, les Franco-Ontariens subissent fortement les influences américaines. Mais cela va-t-il signifier la possession de deux cultures?

Dans un Canada plus tolérant, il est devenu malséant de parler d'assimilation. Le Secrétariat d'État vient même d'inventer un nouveau mot ("francogène") pour éviter d'appeler les assimilés par leur nom. Cette idée de biculturalisme, discréditée partout, ne sera qu'un masque pour déguiser l'acculturation, mot savant pour décrire le processus d'assimilation. L'acculturation, c'est la perte d'une culture pour en ac-

quérir une autre: il n'est pas nécessaire de moraliser à ce sujet, mais il faut appeler les choses par leur nom et ne pas confondre bilinguisme et biculturalisme. Les "assimilés" sont des personnes en train de perdre leur culture: ils conservent des attaches à la communauté franco-ontarienne, mais la force de ces liens décline dans la mesure de l'acculturation à la culture de la majorité.

Ainsi, il n'existe pas de "nouvelle élite" biculturelle en rupture avec l'ancienne. Les "biculturels" sont absents de la communauté franco-ontarienne, ils ne participent pas à ses institutions, ils ont de moins en moins le sentiment d'en faire partie. Ce n'est pas une condamnation, c'est une constatation. Quant à l'explosion culturelle qui marquerait une rupture, il suffira de noter que cette créativité fait partie d'un phénomène nord-américain de l'expression de soi, de la contre-culture. Il a cependant manqué à sa version franco-sudburoise une dimension essentielle: un projet politique. Elle s'est du reste vite essoufflée. L'ancienne philosophie de la survivance a disparu des préoccupations des Franco-Sudburois, signe que la communauté possède maintenant une meilleure assurance d'elle-même.

En somme, il n'existe pas de "nouvelle élite" à Sudbury dans la communauté canadienne-française. En réponse à une nouvelle situation, politique et internationale, un dynamisme culturel a pris forme ici. Mais ces efforts ne contredisent pas les démarches des élites traditionnelles, ils les renforcent. Ainsi, l'élite évolue, se transforme, change, mais sans grande rupture.

CONCLUSION

La stratégie de développement institutionnel de l'élite franco-sudburoise explique donc comment ce groupe a entrepris d'encadrer et de supporter la vie communautaire des Franco-Ontariens de la région de Sudbury. Inspirée par les idéologies qui avaient alors cours dans le Canada français, mais limitée aussi par des contraintes politiques et économiques qui définissaient les bornes de ses succès, l'élite franco-sudburoise a favorisé la création d'un ensemble d'institutions publiques. Les deux piliers de cette stratégie de développement institutionnel ont été l'église et l'école. Depuis un siècle, les dirigeants franco-sudburois ont poursuivi essentiellement une stratégie de développement autonome. L'alternative, à savoir le partage d'institutions communes avec la majorité, ne

serait acceptable que sur la base d'une égalité réelle entre les deux groupes linguistiques, ce que le refus provincial de reconnaître le français rend peu vraisemblable. Cette stratégie ne diffère probablement pas de celle des autres élites locales qui ont le même intérêt à suivre une politique analogue.

L'homogénéité de la communauté canadienne-française de Sudbury est assurée par une histoire et une culture communes. Cette appartenance au Canada français est fondamentale, mais des appartenances à un régime politique majoritairement anglophone et un système économique dominé par les Américains, sont aussi des facteurs qui façonnent en profondeur la nature de la communauté et de son organisation.

Au cours du dernier siècle, certaines caractéristiques de l'élite franco-sudburoise ont changé: la place du clergé a diminué, l'élite s'est diversifiée dans sa composition, elle s'est recrutée de plus en plus sur place. L'évolution de l'élite reflète l'évolution de la société franco-sudburoise. Au début, le clergé domine nettement cette société, par sa présence dans le monde religieux et dans le secteur de l'enseignement. Puis les laïcs ont pris une place de plus en plus grande à partir des années 1930. L'Ordre de Jacques-Cartier a joué un important rôle de concertation pour coordonner les efforts des laïcs et du clergé dans le secteur non seulement de l'enseignement, mais aussi de l'économie et de la religion.

Si ce groupe de dirigeants franco-sudburois n'a cessé de se transformer, c'est en réponse aux nouvelles conditions et aux nouvelles possibilités d'action qui se présentaient. Cette évolution s'est faite sans grands heurts. Il n'est pas possible de parler de "révolution" dans la transformation de cette société ou de son élite, sauf par analogie.

Quant à la "révolution tranquille" ou à l'explosion culturelle des dernières années, elle s'inscrit dans le sentier tracé par des démarches anciennes. On ne peut pas parler pour les nouvelles élites d'une volonté de diriger (elle n'a pas de programme politique connu), elle se développe dans le sein des institutions "traditionnelles".

Il faut donc faire exploser quelques mythes à propos de l'élite franco-sudburoise. Le premier, c'est que ces dirigeants sont des intendants du grand capitalisme pour maintenir les masses dans un état d'exploitation. Ce groupe canadien-français n'a que très peu d'attaches avec les grands capitalistes, auxquels il s'opposait probablement au plan idéologique. Un deuxième mythe à écarter, c'est celui de la non-représentativité. Qu'est-ce au juste qu'une "élite représentative"? Une élite ne représente jamais qu'imparfaitement la société qu'elle encadre.

Elle maintient, comme une ombre, l'image du passé, à côté de l'image du présent. Il n'y a pas eu de grande contestation de cette élite dans le dernier siècle, sinon dans le conflit naissant entre le secteur public et le secteur séparé. Un dernier mythe à supprimer, c'est l'existence d'une nouvelle élite, en rupture avec l'ancienne, composée de "mutants" ou d'"hybrides" biculturels.

La continuité semble donc, au total, être une caractéristique dominante de la société franco-sudburoise et de son élite depuis un siècle. Ce n'est pas dire que des changements nombreux ne soient survenus, loin de là. Mais c'est conclure qu'à tout prendre, les stratégies de base, les objectifs généraux et les orientations principales évoluent sans saut révolutionnaire. Pour une société minoritaire, le contraire serait étonnant. Ce sont les conditions de vie de cette société qui lui dictent finalement beaucoup de ses démarches.

Mais l'extension du réseau d'institutions autonomes reste la principale stratégie de l'élite franco-sudburoise.

NOTES

1 Cette définition trop générale du mot "élite" ne donnera satisfaction à personne. Mais combien de savants, depuis Karl Marx, en passant par Vilfredo Pareto et plusieurs autres, ont tenté de définir des termes tels que "classe", "élite", "masse" ou "dirigeants". On pourra consulter l'article "Élite" dans l'*Encyclopaedia Universalis* pour une vue d'ensemble de ces efforts; mais ce n'est pas la peine de reprendre ces discussions ici. Ne vaut-il pas mieux prendre conseil d'une conclusion que Karl Popper tira très tôt dans sa vie: "Ne jamais céder à la tentation de prendre au sérieux les problèmes concernant les mots et leurs significations. Ce qui doit être pris au sérieux, ce sont les questions qui concernent les faits, et les affirmations sur les faits: les théories et les hypothèses; les problèmes qu'elles résolvent; et les problèmes qu'elles soulèvent." (Karl Popper, *La quête inachevée*, Paris, Calmann-Lévy, 1981, p. 33). Pour les modestes fins du présent article, contentons-nous donc de la définition générale suivante: l'élite comprend les personnes les plus remarquables parce qu'elles occupent des postes de direction ou de commande dans les institutions d'un groupe, qu'elles sont les porte-parole de la communauté, qu'elles jouissent d'une influence dans le groupe, qu'elles sont perçues par la communauté comme étant ses chefs.

2 Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO), *Développement global. Document de réflexion*, Ottawa, 1983, 11 sections avec chacune sa pagination. Voir en particulier l'article de René Guidon, "Consolider son identité par l'égalité ou l'autonomie", 12 pages, dans ce cahier de réflexion.

3 Fernand Dumont a déjà défini les idéologies comme "des schémas explicites, constituant, pour les fins de l'action à poursuivre, des définitions solidaires de la situation et des groupes qui y sont engagés", dans *Recherches sociographiques*, XIII(2), p. 233. Pour étudier l'idéologie des élites franco-sudburoises, il suffirait de lire les nombreuses publications qui ont circulé dans les écoles, dans les diverses associations, dans les journaux de la région, dans les publications

de la Société historique du Nouvel-Ontario. Le seul article qui ait explicitement posé le problème des idéologies est de Laurent Alie, "L'ultramontanisme au XIXe siècle: une idéologie qui se manifeste encore dans le milieu francophone nord-ontarien", dans la *Revue de l'Université Laurentienne*, V (4), pp. 105-120. Voir aussi le numéro spécial de la *Revue du Nouvel-Ontario* sur "Les idéologies de l'Ontario français: un choix de textes (1912-1980)", no 3, 1981. Voir enfin Donald Dennie, "De la difficulté d'être idéologue franco-ontarien", dans la *Revue du Nouvel-Ontario*, no 1, 1978, pp. 69-90.

4 Les Presses de l'Université Laval ont publié, sous la direction de Fernand Dumont, une série d'ouvrages sur la question: *Idéologies au Canada français (1850-1900)*, Québec, P.U.L., 1971, 327 p., *Idéologies au Canada français 1900-1939*, Québec, P.U.L., 1974, 377p., *Idéologies au Canada français 1940-1976*, 3 volumes, Québec, P.U.L., 1981, 360 + 390 + 360p. On pourra aussi consulter Jean-Paul Bernard (éd.), *Les idéologies au Québec*, Montréal, Boréal Express, (c. 1973), 151p. et Denis Monière, *Le développement des idéologies au Québec*, Montréal, Éditions Québec/Amérique, (c. 1977), 381p.

5 Dans la perspective d'une distinction entre des groupes dont les membres n'ont qu'un seul lien entre eux (un club de chasse par exemple) et des groupes ayant de multiples attaches (une ethnie, une église, une nation), il est évident que les Franco-Sudburois forment une communauté ayant de nombreux liens(multi-bonded). Voir Pitirim Sorokin, *Social and Cultural Dynamics*. NewYork, 1937-1941, 4 vol.6 Michel D'Amours, *Moonbeam 1913-1945*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario (désormais:SHNO), Documents historiques no 71, 1980, 80p.

7 John Porter, *The Vertical Mosaic. An Analysis of Social Class and Power in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, (c. 1965), xxii-626p. et Wallace Clement, *The Canadian Corporate Elite*, Toronto, McClelland and Stewart, (c. 1975), xxvii-479p.

8 Il existe plusieurs histoires et monographies qui traitent de l'histoire de la région. Pour une vue d'ensemble, voir D.M. LeBourdais, *Sudbury Basin. The Story of Nickel*, Toronto, Ryerson Press, (c. 1953), xiv-210p. On trouvera aussi beaucoup de renseignements dans une compilation (sujette à caution) de Charles Dorian, *The First 75 Years. A Headline History of Sudbury, Canada*, Ilfracombe (Devon, Grande-Bretagne), Arthur H. Stockwell, (1958?), 300p. Pour une vue plus populaire, on pourra consulter l'album-souvenir du centenaire, *To Our City/À notre ville* (Sudbury, 1983) et ses trois articles par Gaétan Gervais "Sudbury, 1883-1914", pp. 17-31, par Matt Bray, "Sudbury, 1914-1915", pp. 32-40 et par Oiva Saarinen, "Sudbury (1945-1983)", pp. 41-54.

9 Sur l'histoire des Franco-Sudburois, on trouvera la plus abondante documentation dans les publications de la Société historique du Nouvel-Ontario. Plusieurs numéros traitent en partie ou en totalité de la région. Voir Lucien Michaud (éd.), *Cent ans de vie française à Sudbury 1883-1983*, Sudbury, SHNO, Doc. hist. no 79, 1983, 74p. Pour une autre vue d'ensemble, Gaétan Gervais, "Les Franco-Sudburois, 1883-1983", dans *Polyphony*, Spring/Summer 1983, vol 5 (1), p. 21-29. Pour la première période, on consultera surtout la thèse de Gail Cuthbert Brandt, "*J'y suis, j'y reste*": *French Canadians of Sudbury 1883-1913*, Thèse de PhD, Université York, 1976, xiv-287p., Louis Héroux, *Aperçu sur les origines de Sudbury*, Sudbury, SHNO, Doc. hist. no 2, 1943, 23p. et *Familles pionnières. Leur odysée. Leur enracinement*, Sudbury, SHNO, Doc. hist. no 5, 1944, 68p. Pour le contexte plus général de la période, voir *Aspects du Nouvel-Ontario au XIXe siècle I*, Sudbury, SHNO,

Doc. hist. no 73, 1981, 51p. et *Aspects du Nouvel-Ontario au XIXe siècle II*, Sudbury, SHNO, Doc. hist. no 74, 1981, 49p. On pourra encore consulter Roger Bélanger, *Région agricole Sudbury-Nipissing*, Sudbury, SHNO, Doc. hist. no 18, 1949, 37p. En rapport avec Sudbury, il est important de se rappeler le rôle que joue la région de la Vallée. Plusieurs études ont retracé l'histoire de villages franco-ontariens: Stéphane Côté, "Histoire de Chelmsford" dans *Chelmsford, Coniston, Chapleau*, Sudbury, SHNO, Doc. hist. no 4, 1944, pp. 12-29; Lionel Séguin, *Historique de la paroisse de Chelmsford, Ontario*. Sudbury, s.é., 1948; Gaston Bélanger, *L'agriculture dans Rayside et Balfour, 1900-1950*, Mémoire de spécialisation, Université Laurentienne, 1980. Pour Coniston: Cécile Giroux, "Coniston", dans *Chelmsford, Coniston, Chapleau*, Sudbury, SHNO, Doc. hist. no 4, 1944, pp. 30-38 et Mike Solski, *The Coniston Story*, Coniston, Coniston Historical Group, 1983, 250p. Sur Blezard: Léo Legault "Blezard Valley", dans *Blind-River. Centre industriel. Blezard-Valley. Paroisse agricole*, Sudbury, SHNO, *Hanmer 1904-1979*, Sudbury, SHNO, Doc. hist. no 70, 1979, 51p. et un ouvrage collectif, *Pionnières de chez nous*, Hanmer, Fédération des femmes canadiennes-françaises et Sudbury, SHNO, Doc. hist. nos 76-77, 1982, 156p.

10 Pour l'histoire de la paroisse Sainte-Anne, voir Alphonse Raymond, *La paroisse Sainte-Anne de Sudbury 1883-1953*, Sudbury, SHNO, Doc. hist. no 6, 1944, 47p.; Lorenzo Deschamps, "Le développement de l'église catholique à Sudbury", dans *Société canadienne de l'Église catholique. Rapport 1960*, pp. 23-33.

11 Plusieurs brochures ou articles renseignent sur la contribution des Soeurs Grises. Voir Monique Marion (Sr Ste-Monique-d'Ostie), "Les filles de Mère d'Youville dans la région de Sudbury", dans *Société canadienne d'histoire de l'Église catholique. Rapport 1960*, pp. 83-91. Pour l'hôpital Saint-Joseph, voir l'album-souvenir 1896-1946. *Jubilé d'Or-Golden Jubilee. Hôpital St-Joseph's Hospital*, Sudbury, 1946. Sur le couvent de Sudbury, Sr St-Iréné, "Historique de la fondation du Couvent des Soeurs Grises de la Croix à Sudbury," dans la brochure no 9, SHNO, 1945, pp. 5-17. Plus récemment, voir Sr Yvonne Charbonneau. "Les Soeurs de la Charité d'Ottawa," et "Historique abrégé du Collège Notre-Dame," dans *75e Anniversaire du Diocèse de Sault-Sainte-Marie 1904-1979*, Sudbury, 1979, pp. 37-41.

12 Sur l'histoire du Collège du Sacré-Coeur, voir Gérard Blais, *Le Collège du Sacré-Coeur*, Sudbury, Ontario, Thèse de maîtrise de l'Université d'Ottawa, 1968; Albert Plante, *Vingt-cinq ans de Vie française - Le Collège de Sudbury*, Montréal, Messenger, 1938; Robert Toupin, "Le rôle des Jésuites dans l'enseignement classique et universitaire de la région de Sudbury," dans *Revue de l'Université Laurentienne III(4)*, juin 1971, pp. 73-77.

13 Lorenzo Cadieux, *Frédéric Romanet du Caillaud, "comte" de Sudbury*, Montréal, Bellarmin et Sudbury, SHNO, Doc. hist. 55-57, 1971, 143p.

14 Sur les difficultés entourant la création des paroisses françaises à Sudbury, entre 1949 et 1956, les *Mémoires* d'Alphonse Raymond sont révélateurs. Manuscrit privé.

15 Claire Pilon retrace, dans un petit livre récent, l'histoire de ce quartier et de son église. Claire Pilon, *Le Moulin à Fleur*, Sudbury, chez l'Auteur, (c.1983), 90p. Voir aussi Claire Pilon, "Le Moulin à Fleur", dans Lucien Michaud, *Cent ans de vie française à Sudbury 1883-1983*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, Documents historiques no 79, pp. 57-72.

16 Pour l'histoire des paroisses et pour de brefs historiques de plusieurs autres institutions catholiques du diocèse, voir *75e Anniversaire du diocèse de Sault-Sainte-Marie 1904-1979. Album-souvenir*. Sudbury, 1979, 68p.

17 Il n'existe pas à notre connaissance d'histoire de l'*Information* ou du *Voyageur*. Une thèse de maîtrise a examiné en détail l'histoire de *L'Ami du Peuple*: Serge Dignard, *Camille Lemieux et L'Ami du Peuple (1942-1968)*. Thèse de maîtrise, Université Laurentienne, 1982, xiii-150p.